



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2285>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1985 - N° 831 - février 1985 -

Date de mise en ligne : lundi 2 mars 2009

Date de parution : février 1985

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Je lis dans deux colonnes voisines du « Monde » du 25 décembre 1984 : - d'abord sous le titre « En Ethiopie les aides internationales aux victimes de la famine se multiplient », qu'en Grande-Bretagne un plan de solidarité a permis de rassembler environ 290 millions de francs et que le gouvernement britannique a pour sa part consacré 116 millions de francs pour lutter contre la famine en Ethiopie, soit donc au total 406 millions de francs ; - puis, sous le titre « Bon Noël, Monsieur Pickens », que le P.-D.G. de la société Terane Mesa Petroleum, M. Pickens, vient de réaliser un magnifique coup de bourse qui lui rapporte pour Noël la somme de 845 millions de francs, moindre cependant que son coup précédent du début de 1984 qui lui avait permis de réaliser un profit de 7,4 milliards de francs soit donc 8,245 milliards de francs au total pour ces deux coups de bourse, c'est-à-dire un peu plus de 20 fois plus que l'aide de la Grande-Bretagne à l'Ethiopie. Si après ça, vous considérez encore que le système capitaliste est le meilleur, c'est que votre cas est désespéré.

Au « Grand Jury RTL-Le Monde » du 23 décembre, l'abbé Pierre a déclaré : « Toute mesure de l'Etat, toute initiative privée seront vaines tant que l'opinion publique restera entretenue dans cette illusion mortelle qui consiste à penser que la crise n'est qu'un mauvais moment à passer. Il y en a pour une généralisation. Nous sommes contraints au partage de l'emploi et au partage des revenus de l'emploi. »

L'analyse de l'abbé Pierre semble bien aller dans nos vues mais il devrait préciser que ce ne sont pas les revenus de l'emploi des smicards et des salariés plus généralement qu'il faut partager mais plutôt ceux du capital et des boursicoteurs. A son âge, l'abbé Pierre devrait déjà avoir compris que ce n'est pas par la charité que l'on peut changer une société. En réalité, pas plus l'abbé Pierre que les conservateurs de droite et de gauche qui le soutiennent, ne veulent rien changer. Le chômage et la misère ont encore de beaux jours devant eux !

Avant de définir la politique industrielle qu'elle compte mener, Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, procède de une analyse pertinente (mais selon nous incomplète) de la crise : « au milieu des années 80, la définition d'une politique industrielle est confrontée à deux contraintes majeures : la persistance de la crise économique d'une part, la mutation technologique de l'autre... La persistance de la crise se manifeste par l'existence de faibles taux de croissance et le maintien d'un niveau élevé de sous-emploi. Ces deux caractéristiques reflètent, au fond, l'absence d'une reprise vigoureuse de l'investissement. La crise actuelle est une crise de rentabilité et non une crise de sous-consommation... La mutation technologique présente des caractères originaux et très contraignants. D'une part, elle se diffuse très rapidement et dans un espace mondialisé... D'autre part, elle constitue une cassure par rapport à la tendance passée dans la mesure où le progrès technique se manifeste cette fois-ci par un mouvement de substitution de la machine aux cerveaux et non plus aux bras... »

On retrouve toujours dans ce genre d'analyse l'idée que la croissance et l'investissement peuvent nous aider à sortir de la crise, alors que, dans le système économique actuel, c'est l'investissement qui crée le chômage puisque sa finalité est d'acquiescer des équipements modernes et performants permettant de produire plus et à moindre coût, c'est-à-dire, si l'on ne se bouche pas les yeux, avec moins de main-d'oeuvre. Dire ensuite que nous n'avons pas affaire à une crise de sous-consommation est un peu osé quand on voit le nombre de « nouveaux pauvres » augmenter de jour en jour. Gageons que si l'on solvabilisait correctement l'ensemble de la population française, par exemple en attribuant à chacun un revenu social garanti convenable, la consommation augmenterait considérablement, ce qui, dans un premier temps, permettrait de remettre un certain nombre de chômeurs au travail.

On impose aux Français la rigueur et l'austérité pour moderniser leurs entreprises afin qu'elles produisent plus, à moindre coût de façon à exporter plus. Et pour atteindre ce but, on les engage à imiter le Japon. On vient justement d'apprendre en cette période de bilans que la balance commerciale japonaise enregistrait un excédent d'au moins une trentaine de milliards de dollars. Heureux Japonais, direz-vous ! Hélas, nous apprenons aussi que le budget japonais pour l'exercice 1985-86 est, pour la cinquième année consécutive, placé sous le signe de l'austérité, du déficit record et de l'accroissement de la dette publique. Celle-ci devient le premier poste de dépenses. Malgré un accroissement des impôts et des taxes de 11,5%, le déficit structurel reste depuis bientôt dix ans le plus élevé du monde, représentant un quart du budget. La dette publique est énorme et atteint quelque 500 milliards de dollars, ce qui représente près de 48 % du PNB, et son service, soit 41,1 milliards de dollars, est passé en tête des dépenses budgétaires. Depuis plusieurs années, le Japon continue à laisser stagner sa demande intérieure et à favoriser les exportations, d'où son excédent de balance commerciale. Et c'est cela qu'on nous demande d'imiter ? Si je comprends bien, après la rigueur ce sera encore la rigueur. C'est vraiment dingue ! Au fait, vous savez que les Japonais ne prennent en moyenne que six jours de congé par an ? Finalement, c'est peut-être à cela que voulait aboutir le CNPF avec sa flexibilité !